

# la revue

Les nouvelles de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

## Le premier ministre nomme un nouveau président et de nouveaux membres à la Table ronde nationale

**L**e premier ministre Paul Martin a annoncé le 18 mars dernier la nomination de Glen Murray au poste de président de la Table ronde nationale de l'environnement et de l'économie (TRNEE).

Glen Murray, ancien maire de Winnipeg, est réputé pour son travail à l'égard de l'établissement de centres urbains dynamiques sur le plan culturel. Sa vision d'un nouveau marché pour les villes a commencé avec la formation d'un C5, c'est-à-dire une coalition de cinq villes canadiennes. Il est alors devenu le premier président du Caucus des maires de grandes villes 2002.

### Nomination de 12 nouveaux membres

Rappelant le besoin de constituer un groupe aux compétences reconnues et variées pour mener le Canada vers le respect de ses engagements dans le cadre du Protocole de Kyoto, le premier ministre Paul Martin a récemment annoncé la nomination de 12 nouveaux membres de la TRNEE. Vous les connaîtrez dans les prochains numéros de la *Revue* mais nous vous présentons dès maintenant un aperçu de ces nouveaux visages qui se joindront au nouveau président et au groupe des membres de la TRNEE déjà formé.



*Glen Murray, ancien maire de Winnipeg au Manitoba, vient d'être nommé président de la Table ronde nationale par le premier ministre.*

**Elyse Allan** de Toronto (Ontario) est présidente et première dirigeante de la Compagnie générale électrique du Canada Inc., entreprise auprès de laquelle elle a débuté sa carrière en 1980. Mme Allan est actuellement présidente du conseil d'administration de Providence Healthcare ainsi que de nombreux autres conseils d'administration.

**Allan F. Amey** de Calgary (Alberta) est président et premier dirigeant de Climate Change Central, un partenariat

### Regard sur l'avenir : La TRNEE est invitée à fournir des conseils à long terme sur l'énergie et le changement climatique

**D**ans le contexte de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, et la décision du Canada d'accueillir la Conférence des Parties (CdP 11) en novembre 2005, le gouvernement invite la TRNEE à lui fournir des avis et des recommandations sur l'élaboration d'une stratégie à long terme sur l'énergie et le changement climatique pour le Canada. Le premier ministre demande plus précisément à la TRNEE de lui fournir des avis afin :

- de mobiliser les États-Unis et les pays en développement au sein d'un régime de changement climatique post-2012, notamment dans le cadre d'un forum des leaders du G-20 et de la réunion du G-8 de 2005;
- d'améliorer le fonctionnement du mécanisme de développement propre afin d'accélérer le processus d'approbation des projets et de répondre aux

*suite à la page 3* ►

• **Initiative sur l'énergie et le changement climatique : Consultations préliminaires**

• **La TRNEE et le budget fédéral de 2005**

• **Documents de synthèse sur les marchés financiers et la durabilité**

**Document sur les publications de la TRNEE à l'intérieur**



Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

National Round Table on the Environment and the Economy

Canada

## Nouveaux membres, suite

privé-public constitué par le gouvernement de l'Alberta en association avec l'industrie, les institutions, la communauté environnementale, les municipalités ainsi que les Albertains pour réduire ou éliminer les émissions de gaz à effet de serre.

**Katherine M. Bergman** (P. Geo.) de Winnipeg (Manitoba) est doyenne de la faculté des sciences et professeure à la faculté de géologie de l'université de Regina depuis 2001. C'est le deuxième mandat de M<sup>me</sup> Bergman à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.

**Richard Drouin** de la ville de Québec (Québec) est président du conseil d'administration de Abitibi Consolidated (pâtes et papiers) et Stelco (métallurgie). Il occupe d'autres postes de présidence et de direction, et il été président du conseil et chef de la direction d'Hydro-Québec. M. Drouin est Officier de l'Ordre du Canada et consul honoraire de la Grande-Bretagne au Québec.

**Stephen Kakfwi** de Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) a été élu premier ministre des Territoires du Nord-Ouest en 2000. Élu pour une première fois à l'Assemblée législative en 1987, il a été membre du conseil des ministres pendant 12 ans et il a occupé divers portefeuilles. De 1983 à 1987, il a été président de la Nation dénée.

**David Kerr** de Toronto (Ontario) a occupé des postes de direction chez Noranda Inc. depuis 1986; actuellement, il est le président du conseil d'administration. Il a été vice-président de World Business Council for Sustainable Development et président de International Council on Mining and Metals. Il est président de la Toronto Rehabilitation Hospital Foundation et travaille auprès de nombreux autres organismes locaux et nationaux.

**Manon Laporte** de Fleurimont (Québec) est présidente-directrice générale d'Enviro-Accès depuis sa création en 1993. Auparavant, elle a

fondé sa propre entreprise de développement international avant d'être nommée commissaire industrielle responsable du développement technologique et de la recherche de clients internationaux pour la Société de développement économique de la région sherbrookoise.

**Audrey McLaughlin**, LLD, C.P., O.C., de Whitehorse (Territoire du Yukon) a été députée au parlement fédéral pour représenter le Yukon de 1987 à 1997. M<sup>me</sup> McLaughlin a été chef du nouveau Parti Démocratique du Canada de 1989 à 1995. Elle a récemment travaillé au Maroc en tant que directrice des programmes des partis politiques pour l'Institut démocratique national.

**Dee Parkinson-Marcoux** de Gibsons (Colombie-Britannique) est actuellement membre des conseils d'administration de SNC Lavalin Inc. et de Placer Dome Inc. De plus, elle est administratrice de Technologies du développement durable du Canada (TDDC) et de Ensyn Energy Corp. Elle a fait partie de la direction de Imperial Oil, Petro Canada et de Ontario Hydro. Elle est surtout reconnue pour avoir dirigé les changements et la transformation de Suncor Oil Sands Group l'amenant à un niveau financier rentable.

**Darren Allan Riggs** de Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) est directeur du marketing et des ventes de Superior Sanitation Services Ltd. depuis 1991. À ce titre, il a mis sur pied plusieurs programmes de recyclage des déchets et de récupération. M. Riggs est aussi vice-président de Queens Country, de la Fédération de la faune de l'Île-du-Prince-Édouard et trésorier de Island Nature Trust.

**Robert Schad** de Toronto (Ontario) est le fondateur, président et premier dirigeant de Husky Injection Molding Systems Ltd, un leader mondial dans la fourniture d'équipements de moulage par injection et de services aux industries des matières plastiques. M. Schad participe à la fondation Schad, laquelle appuie des projets portant sur des solutions aux problèmes environnementaux. Il a aussi créé Earth Rangers, un programme enseigné dans les écoles concernant la faune et la responsabilité environnementale.

**Sheila Watt-Cloutier** est originaire de Kuujuaq au Nunavik dans le Nord du Québec. Avant d'être élue présidente de la Conférence circumpolaire inuit en 2002, elle a dirigé la section canadienne de cette organisation. M<sup>me</sup> Watt-Cloutier a supervisé l'administration de la Commission des revendications territoriales des Inuits établie par la Convention de la Baie James et du Nord québécois comme secrétaire exécutive de Makivik de 1995 à 1998. ■

## La TRNEE et le budget fédéral de 2005

Les travaux de la TRNEE ont été mentionnés dans les documents du budget fédéral de 2005 divulgués le 23 février dernier.

Le gouvernement fédéral demande à la TRNEE d'examiner les éco-incitatifs, des mesures visant à encourager les Canadiens à se procurer des voitures plus respectueuses de l'environnement.

Les travaux de la TRNEE dans l'écologisation de la fiscalité sont également abordés dans le cadre d'une évaluation de propositions fiscales environnementales.

Parmi les recommandations des années précédentes figurant au budget fédéral, on trouve notamment : le réaménagement des sites urbains contaminés, la protection du patrimoine naturel par des mesures comme la

diminution du taux d'inclusion des gains en capital provenant de dons de terres écosensibles et enfin, l'attribution de fonds pour rehausser

l'intégrité écologique et nos parcs nationaux. (La version intégrale du budget fédéral peut être consultée en ligne à [www.fin.gc.ca](http://www.fin.gc.ca))

Pour de plus amples renseignements sur le type de recommandation formulées par la

TRNEE au moment de la préparation du budget fédéral—la TRNEE présente des recommandations sur le budget depuis 1996—consultez les pages de notre site Web sur l'écologisation du budget de 2005 à [www.nrtee-trnee.ca](http://www.nrtee-trnee.ca). Les recommandations de cette année sur l'écologisation du budget s'inspirent du Programme de la TRNEE sur l'écologisation de la fiscalité et l'énergie dont le rapport sur l'État du débat sera publié très bientôt.

Ne manquez pas de consulter les prochains numéros de la *Revue* pour de plus amples renseignements sur la question. ■

**« Avec le temps, l'éco-incitatif pourrait contribuer à l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules achetés au Canada, à la réduction des émissions de GES et à l'assainissement de l'air. Pour susciter les commentaires de tiers, le gouvernement demande à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) de proposer des options pour un éco-incitatif, de mener des consultations et de lui faire des recommandations à ce sujet d'ici le prochain budget fédéral. »**

– Budget 2005 – Plan budgétaire, chapitre 5, Vers un environnement durable et des collectivités viables



## Amélioration de la divulgation de l'information financière sur les questions environnementales et éthiques – Un document de synthèse de la Table ronde

L'activisme des intervenants et les recommandations présentées aux responsables de la réglementation du Canada et des États-Unis ont fait ressortir le besoin d'une divulgation plus transparente et plus complète des questions sociales, environnementales et éthiques ainsi que la nécessité de renforcer les exigences de divulgation établies.

Un document de synthèse commandé par la TRNEE dans le cadre de son programme sur les marchés financiers et la durabilité laisse entendre qu'une combinaison de trois approches, mises en œuvre simultanément, pourrait constituer la façon privilégiée de mettre ces mesures de divulgation en place au sein des entreprises. Les approches proposées sont : la diffusion, l'engagement et le renforcement (meilleure utilisation des exigences de divulgation actuelles); et, seulement à la suite d'analyses coûts-avantages rigoureuses, une révision des exigences de divulgation et d'autres initiatives sur la réglementation.

L'un des objectifs du document, préparé par l'Institut canadien des comptables agréés, consistait à présenter un aperçu des exigences actuelles en matière de divulgation financière et des pratiques des sociétés ouvertes au public et de la mesure dans laquelle ces exigences peuvent mener à la divulgation sur les questions environnementales et éthiques. Un autre objectif portait sur l'élaboration de stratégies et d'options qui pourraient inciter les entreprises à produire de l'information plus pertinente, fiable et opportune sur les questions environnementales et éthiques dans leurs communications aux marchés financiers.

Le document précise la structure et le contenu d'un rapport annuel d'entreprise; la source et le but des normes de comptabilité; l'utilisation des Commentaires et de l'analyse de la direction, du formulaire d'information annuel et de la circulaire d'information se rapportant à la divulgation des questions sociales, environnementales et éthiques. Le document présente aussi un aperçu des modalités venant appuyer la fiabilité des compte-rendus sur l'information et leur production, de même qu'une introduction utile aux récents développements et aux études, sur la divulgation des questions sociales, environnementales et éthiques.

La version intégrale du document de 40 pages sera bientôt affichée sur le site Web de la TRNEE. ■

## L'énergie et le changement climatique, suite

engagements pris auprès des pays en développement en matière de transfert de technologie;

- d'harmoniser les objectifs touchant le changement climatique avec ceux de la politique étrangère, du commerce et de l'aide au développement du Canada;
- de maximiser les débouchés commerciaux, notamment les exportations des technologies environnementales issues de l'utilisation des mécanismes d'échange de droits d'émissions et de crédits prévus dans le Protocole de Kyoto;
- de participer aux marchés mondiaux naissants d'échange de droits d'émissions et de crédits, y compris des options pour permettre au Canada d'arrimer son régime à celui d'autres pays.



Le premier ministre demande également à la TRNEE de le conseiller sur l'élaboration d'une stratégie à long terme sur l'énergie et le changement climatique pour le Canada, qui ouvrira la voie à notre économie pour la première moitié du présent siècle. La stratégie devrait contribuer à placer le Canada dans une situation concurrentielle dans un monde où les émissions de carbone sont contrôlées et en faire un chef de file dans les domaines de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique et de la conservation. La TRNEE est également invitée à prévoir des options pour l'atteinte des objectifs de réduction des gaz à effet de serre pour la période post-2012, tout en examinant les approches adoptées par le Royaume-Uni, le Japon et les autres pays. ■

## Divulgation de renseignements par les sociétés et marchés financiers

Divulgation de renseignements par les sociétés et marchés financiers – L'offre et la demande d'une information financière responsable et pertinente de la part des sociétés vient s'ajouter à la masse croissante des recherches commandées par la TRNEE dans le cadre de son programme sur les marchés financiers et la durabilité.

La nouvelle étude effectuée par Stratos Inc. s'intéresse au Canada mais examine également les pratiques courantes et les directives appliquées en Europe et ailleurs sur deux questions importantes : Quel rôle joue la divulgation de renseignements par les sociétés au Canada sur les marchés financiers pour relier la viabilité des entreprises au rendement financier? Comment les politiques publiques peuvent-elles le mieux promouvoir le type de divulgation par les sociétés qui incitera les marchés financiers à valoriser les pratiques de sociétés responsables au Canada et favorisera ainsi l'investissement responsable?

L'étude divise les marchés financiers en six segments (services bancaires commerciaux, services bancaires d'investissement, gestion de l'investissement, gestion des régimes de retraite, assurance et réassurance, indices) et présente les

résultats de la demande de ces segments; elle présente également les conclusions liées à l'offre dans les secteurs du pétrole et du gaz, des mines et des services financiers.

Dans la section des recommandations, l'étude insiste sur le concept de l'importance relative comme lien entre les marchés financiers et la responsabilité des sociétés. C'est une notion qui s'étend rapidement par le biais des pratiques de divulgation appliquées par certaines sociétés et par l'orientation donnée par des organismes reconnus, notamment l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Les auteurs recommandent aux sociétés de tenir compte de la définition élargie de l'importance relative dans leurs pratiques de divulgation et aux responsables de la réglementation d'appliquer la divulgation des risques importants. L'étude fournit d'autres recommandations détaillées sur les marchés financiers, la divulgation par les sociétés et les politiques publiques.

Cette étude, et celle préparée par l'ICCA, feront l'objet de consultations continues sur les marchés financiers et la durabilité auprès des intervenants ce printemps. ■



# Investir dans le réaménagement des sites urbains contaminés

La Table ronde a largement contribué à faire valoir le réaménagement des sites urbains contaminés.

C'est pourquoi elle est très heureuse que le dernier budget fédéral du 23 février ait intégré des recommandations tirées de sa stratégie sur les sites urbains contaminés, *Réhabiliter le passé, Construire l'avenir une stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables pour le Canada*. Pour de plus amples détails sur cette stratégie, consultez notre site Web.



« Une tranche de 150 millions de dollars des nouveaux crédits destinés aux Fonds municipaux verts sera consacrée à des prêts visant à aider les collectivités à décontaminer et à réaménager les friches industrielles. Grâce à cet investissement, les collectivités pourront réaliser leurs objectifs de développement durable tout en générant des retombées économiques, sociales et environnementales et en appuyant la revitalisation des quartiers. »

– Budget 2005 - Plan budgétaire, chapitre 5, *Vers un environnement durable et des collectivités viables*

## Membres de la TRNEE à partir du 31 mars 2005

### Président

Glen Murray  
Winnipeg (Manitoba)

Elyse Allan  
Présidente et première dirigeante  
Compagnie générale électrique  
du Canada Inc.  
Toronto (Ontario)

Allan F. Amey  
Calgary (Alberta)

Edwin Aquilina  
Conseiller spécial auprès du maire de la  
ville d'Ottawa  
Ottawa (Ontario)

David V.J. Bell  
Professeur d'études environnementales  
Université York  
Toronto (Ontario)

Katherine M. Bergman  
Doyenne, faculté des sciences et professeure  
à la faculté de géologie  
Université de Regina  
Regina (Saskatchewan)

William J. Borland  
Directeur, Affaires environnementales  
JD Irving Limited  
Saint John (Nouveau-Brunswick)

Wendy L. Carter  
Vancouver (Colombie-Britannique)

Linda Louella Inkpen  
St. Phillips (Terre-Neuve-et-Labrador)

Stephen Kakfwi  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)

Manon Laporte  
Présidente-directrice générale  
Enviro-Accès  
Fleurimont (Québec)

Diane Frances Malley  
Présidente  
PDK Projects Inc.  
Nanaimo (Colombie-Britannique)

Audrey McLaughlin, C.P.  
Whitehorse (Territoire du Yukon)

Patrice Merrin Best  
Présidente-directrice générale  
Luscar Ltd.  
Edmonton (Alberta)

**Vice-président**  
Ken Ogilvie  
Directeur général  
Pollution Probe Foundation  
Toronto (Ontario)

Dee Parkinson-Marcoux  
Gibsons (Colombie-Britannique)

Alfred Pilon  
Secrétaire général  
Office franco-québécois pour la jeunesse  
Montréal (Québec)

Darren Allan Riggs  
Gérant du marketing et des ventes  
Superior Sanitation Services Ltd.  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Qussai Samak  
Conseiller syndical  
Confédération des syndicats nationaux  
Montréal (Québec)

Keith Stoodley  
Directeur, Marketing et ventes  
Lotek Wireless Inc.  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

Sheila Watt-Cloutier  
Kuujuuaq, Nunavik (Nord du Québec)

Judy Williams  
Associée  
MacKenzie Fujisawa  
Vancouver (Colombie-Britannique)

## SECRETARIAT DE LA TRNEE

Président et premier dirigeant par intérim  
Gene Nyberg

Adjointe de direction au secrétaire général  
Hélène Sutton

Conseiller / Conseillère principale en politiques  
Carolyn Cahill  
Alexander Wood

Conseiller / Conseillère en politiques  
Karen Hébert  
David Myers

Gestionnaire, Évaluation et planification général  
Lisa Woodward

Chargée des projets spéciaux  
Sara Melamed

Associés à la recherche  
Alex Long  
Erik Sparling

Gestionnaire des communications  
Moira Forrest

Conseillère en communications  
Kelly Bagg

Agent d'applications Internet  
Edwin Smith

Éditique  
Kindi Chana

Coordonnatrice du fonds d'information  
documentaire  
Phyllis Leonardi

Spécialiste de l'information  
Tyler Palamar

Gestionnaire de bureau et  
coordonnatrice des conférences et réunions  
Cathy Heroux

Gestionnaire, Finances et administration  
Michael Hammond

Adjointe, Finances et administration  
Denise Dinell-Larivière

Commis, Finances et administration  
Marie-France Brassard

Adjointes administratives  
Lise Bélanger

Denise Johnston  
Tania Tremblay  
Denise Wilson

Réceptionniste / Secrétaire  
Carole Desjardins

Renseignements complémentaires :  
**Table ronde nationale sur  
l'environnement et l'économie**  
Édifice Canada  
344, rue Slater, bureau 200  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1R 7Y3  
Tél. : (613) 992-7189  
Fax. : (613) 992-7385  
Courriel : admin@nrtee-trnee.ca  
Web : <http://www.nrtee-trnee.ca>

Pour éviter tout doublement et  
gaspillage, veuillez nous signaler toute  
erreur éventuelle dans votre adresse postale.

Imprimé avec des encres végétales sur  
du papier recyclé Evolution (Rolland)  
Choix environnemental canadien.

Also available in English  
ISSN 1200-0450

